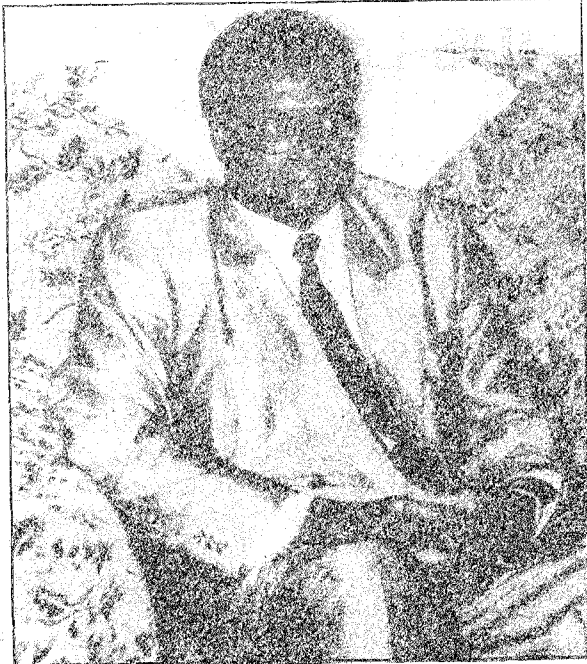


Dans le salon d'un candidat



M. Melchior Ndadaye, candidat aux élections présidentielles inquiet ou sûr de sa victoire!

Le candidat du FRODEBU à la Présidence de la République est un citoyen comme vous et nous. Il a satisfait son ego en allant habiter à Mutanga Nord, rêve de tout Burundais, bardé de diplômés, pas encore défraîchi, qui a un bon job, et solvable en matière de crédit construction maison.

Il a une tête forte sur un cou fort. Quelques cheveux blancs clairement ses joues, et de grosses lunettes qui lui bouffent la moitié du visage.

D'une voix tour à tour sifflante et ample, en vrai psychologue - de formation -, il sait mettre en confiance d'entrée de jeu. C'est lui-même qui accueille les visiteurs sur le seuil de sa maison peinte - on le croirait - aux couleurs du FRODEBU. On se heurte à une clôture en roseaux. Derrière le portail mi-entrouvert se profile l'ombre de deux gendarmes, baby-sitters, indubitable. Derrière la maison se trouve une escouade de gendarmes sous une tente en bâche, qui dans le ron ron, nous dévisagent perplexes, le temps de nous déshabiller du regard vaquant à leur ennui en attente de leur relève.

Melchior Ndadaye est un homme quadragénaire marié et père de trois enfants : deux jeunes garçons qui jouent à saluer les gens en brandissant le fameux poing-black power - du FRODEBU. La fillette «Libertas» joue à pleurnicher, façon d'attirer l'attention de tout enfant gâté.

Un salon pas très meublé, sans masque au mur ni bibelot, qu'on espère y trouver un tableau de grand maître.

En tant qu'occupation ; à part la chose politique ; sa lecture de prédilection : ce sont les ouvrages qui traitent de l'économie et bien sûr quelques classiques : ça c'est pour le sport de l'esprit.

Quant au sport physique, Ndadaye fait du karaté et ne cesse de dire que s'il est toujours ceinture verte c'est parce que il n'a pas eu la possibilité de passer marron.

Mais la politique, ce mangeur d'hommes, ne lui en laisse plus ce loisir.

En distraction musicale, il n'est pas musicologue, il joue à la guitare en dilettante et satisfait sa mélomanie en se laissant droloter par les matins de Jabo.

Très porté sur l'économie dans laquelle il se meut, très disert en politique politicienne avec laquelle il ne fait pas dans la dentelle, le tout mâtiné d'une dialectique bon teint.

El Candidate ; tolérant sur les bords, humaniste tel qu'il est permis, discoureur tant peu s'en faut ; n'a pas peur de prendre des risques. Il n'irait pas jusqu'à l'acte de Berégovoy "dans la vie il faut tout relativiser" estime-t-il.

Vingt ans déjà que la politique l'empêche de dormir, cette politique qui l'a rendu couche-tard, n'eût été une épouse patiente et courageuse il ne saurait dire ce qu'il serait devenu.

Ce jour-là, c'est lui qui était sur le divan et nous les confidents ; il a dit ce qu'il pense : de l'opposition, du multipartisme, de l'unité, de Buyoya, de l'armée, des Rwandais, etc.

La Semaine : Parlez-nous du FRODEBU et de son historique.

Melchior Ndadaye : Officiellement le FRODEBU a été créé en 1986. Mais dans la réalité, c'est pratiquement depuis les années 1980 que nous avons préparé ce parti. Mon itinéraire politique personnel est que je me suis engagé dans la politique à partir des années 1975 où avec d'autres étudiants j'ai pris l'initiative de créer un mouvement des étudiants progressistes dont j'étais président. Ce mouvement a fusionné en 1979 avec le ME-PROBA (Mouvement des étudiants progressistes Burundi) et ont donné le parti des travailleurs du Burundi qui s'appela UBU. C'était une période de gestation dans laquelle on réfléchissait beaucoup sur la manière dont on pourrait enclencher un véritable mouvement démocratique au Burundi.

La question autour de laquelle nous divergions : Etait-il possible de mener une lutte politique d'opposition à l'intérieur du pays ? Beaucoup pensaient que ce n'était pas possible ; qu'il fallait continuer à lutter de l'extérieur. Je me disais pour ma part que les conséquences immédiates de cette stratégie : il y avait risque de se confiner dans une lutte d'exilé, laquelle ne pourrait finalement aboutir qu'à la marginalisation des exilés par rapport aux réalités internes du Burundi. J'étais dans ce parti le chargé du département de l'information de 1979 à 1983 date à laquelle j'ai décidé de rentrer au Burundi.

La Semaine : Votre décision de rentrer, était-il un signe de désaccord ?

M. Nd. : Oui oui, j'ai décidé de rentrer et de démissionner en même temps de ce parti UBU. Arrivé au Burundi, j'ai tout doucement commencé à observer, tâter du terrain.

La Semaine : Puisque c'était compliqué sous Bagaza de rentrer, est-ce qu'il n'y a pas eu de contact préalable pour que M. Ndadaye rentre au Burundi ?

M. Nd. : Oui, j'ai fait des contacts avec l'Ambassade du Burundi au Rwanda qui, après avoir envoyé un papier à Bujumbura, l'autorisation m'a été accordée. Je suis rentré avec Sylvestre Ntibantunganya d'ailleurs. Il y avait aussi quelqu'un que vous connaissez très bien, M. François Ngeze (actuel ministre de l'Intérieur), mais lui n'était pas dans cette mouvance politique. On a vécu ensemble. Il savait ce que nous faisons, nos options politiques, il les connaissait très bien. Mais lui n'a pas été aussi militant que nous, en tout cas, dans ce mouvement-là des étudiants progressistes.

De 1983, nous avons d'abord analysé la situation politique. Des contacts ont été pris avec nos collègues rentrés plus tôt, aussi avec d'autres personnalités à l'intérieur du pays qui nous donnaient l'impression d'être proches de nous idéologiquement et politiquement.

1986, c'est la création du FRODEBU. 1990, le parti commence à se faire connaître réellement.

Quant à ma personnalité politique, elle a été repérée le 22 octobre 1988 suite à une longue intervention que j'ai faite lors d'une réunion convoquée par le gouverneur de Gitega. Lors de cette intervention, je fustigeais la gestion politique de ce pays depuis les années 60.

La Semaine : En d'autres termes, en précurseur vous revendiquez le multipartisme ?

M. Nd. : Absolument, mais pas seulement ça.

La Semaine : En rentrant pour former votre parti, est-ce que les Batutsi avaient une place au sein de ce parti ?

M. Nd. : Absolument. Déjà en exil, j'ai été pratiquement une des premières personnes à avoir voulu nouer des relations avec un groupe de Burundais stagiaires qui se trouvaient en France (l'Union générale des étudiants burundais

Suite en page 7

Dans le Salon d'un Candidat

Suite de la page 6

stagiaires en France). C'était en 1979, les gens qui militaient dans ce groupe se reconnaîtront. Il y en a beaucoup qui sont des cadres actuellement ici. Ce groupe était un groupe multi-ethnique. Toujours en exil j'ai contacté des personnalités qui avaient milité au sein de la J.R.R. et au sein du parti UPRONA. Ce n'était pas seulement des Hutu, il y avait des Tutsi et on envisageait avec ces personnes-là à plusieurs reprises de mettre sur pied le Front de la Démocratie au Burundi. C'est suite à des pressions à gauche à droite, des pressions politiques qui ont fait que certains de nos collègues Batutsi se soient découragés momentanément mais pas pour longtemps. Par exemple les années 88-89, lorsque j'ai été emprisonné, je dois me libérer à la personnalité aussi bien Bahutu que Tutsi. L'opinion commencera à connaître dans nos rangs à partir des années 90 des personnalités Tutsi comme Jean-Marie Ngendahayo et bien d'autres.

Les gens ont cru qu'en rentrant on voulait mettre sur pied le PALIPEHUTU interne puisque ce parti existait déjà depuis 1980.

La Semaine : Si nous revenons en arrière, vous venez de parler du PALIPEHUTU, est-ce qu'il n'y a pas eu des accointances ou une volonté de travailler ensemble ?

M. Nd. : Non, jamais. C'est là où l'histoire trouvera la vérité. Nos détracteurs politiques, vous le lisez dans "L'Indépendant" et "Le Carrefour des Idées", vous l'entendez dans les discours de Mayugi et ses confrères, beaucoup ont essayé de nous accoler l'étiquette PALIPEHUTU, ils ont essayé également de créer cette confusion voulue expressément entre le FRODEBU et le PALIPEHUTU.

La Semaine : Qu'avez-vous à rétorquer à ceux qui disent que le FRODEBU a été créé suite à une dissension interne des membres du PALIPEHU survenue à cause d'un détournement de fonds destiné au PALIPEHUTU local ?

M. Nd. : (rires). C'est-ce que justement je suis en train de vous

expliquer. Ceux qui entretiennent cette confusion savent pertinemment que les fondateurs du FRODEBU n'ont jamais eu d'accointances avec le PALIPEHUTU.

Tel que vous l'avez dans mon itinéraire politique, le PALIPEHUTU a été créé en 1980 en Tanzanie. A ce moment-là j'étais un grand responsable dans un autre parti, le parti UBU.

La Semaine : Il y avait quand même deux partis à l'extérieur. Et sous Bagaza on savait que c'était des Bahutu qui étaient à l'extérieur en train de préparer les coups. Est-ce qu'il n'y a jamais eu de relations ...

M. Nd. : Non, non, vraiment. C'est fou, ce que les gens sont dans l'ignorance. Plutôt que deux, il y avait plusieurs en plus de l'UBU et du PALIPEHUTU. Par exemple : le PALIPEHUTU est issu d'un autre parti : TABARA, parti créé en 1975 par un certain Gérard Rushishikara, un Burundais établi en Belgique et qui avait des objectifs effectivement semblables aux objectifs défendus par le PALIPEHUTU. Ce Rushishikara envoya au Rwanda en 1979 son principal lieutenant, Gahutu Rémy, avec pour but d'implanter le parti TABARA à l'intérieur des camps de réfugiés : au Rwanda, au Zaïre, en Tanzanie, etc. Il a essayé de le faire et ça lui a réussi. Parce que TABARA a mobilisé plus de gens que le parti UBU que j'animais. Finalement le parti UBU avait le grand défaut d'être le parti des intellectuels, des gens qui réfléchissaient beaucoup, qui philosophaient, qui écrivaient, qui faisaient beaucoup de bonnes analyses mais qui ne parvenaient pas à drainer la population des réfugiés.

La Semaine : Pour les prétendus progressistes, ça sonnait faux de voir que vous étiez éloigné de la base ?

M. Nd. : Oui oui, c'est une des raisons pour lesquelles j'ai dû démissionner de ce parti, justement parce que je constatais que l'on faisait une lutte de salon et non une véritable lutte politique. Donc pour revenir au

PALIPEHUTU, M. Gahutu Rémy, lors du sommet France-Afrique à Kigali (1979) lançait un tract contre Bagaza. Tract qui a été très mal pris par Bagaza à cette époque-là. Il demanda à Habyarimana de prendre des mesures contre Gahutu Rémy. Effectivement, ces dernières tombèrent et M. Gahutu Rémy fut expulsé du Rwanda, fin 1979 pour la Tanzanie. Une fois là-bas il s'est senti lâché par son président Rushishikara qui tirait les ficelles à partir de Bruxelles. Et c'est ainsi que Gahutu Rémy fonda le PALIPEHUTU dans un camp qui s'appelait Mishamo en Tanzanie en 1980.

Donc, je crois que les gens qui font cette confusion-là, le font expressément, en tout cas Mayugi et surtout Ngeze savent bien. Beaucoup plus Ngeze que Mayugi.

La Semaine : Alors, Mayugi c'est votre ami ou un ancien collaborateur du FRODEBU.

M. Nd. : Non, non, non. Ça c'est encore une fois des rumeurs de salon. Mayugi n'a jamais été membre du FRODEBU ni de l'UBU.

La Semaine : Il n'y a pas longtemps qu'il est membre de l'UPRONA.

M. Nd. : Il n'y a pas longtemps qu'il est membre de l'UPRONA. De toute façon il n'était pas chez nous. Je ne sais pas où il était. En tout cas il n'était pas membre du FRODEBU. Là il faut quand même rendre la vérité historique des faits.

La Semaine : Parlez-nous quoi va consister ce changement.

M. Nd. : Entendons par là d'abord : une rupture. Nous voulions d'abord que l'abord des problèmes politiques ne se fasse plus de manière métaphysique, ne se fasse plus à partir des à priori... Nous considérons tous ces phénomènes : les rapports entre les hommes, les rapports politiques, sociaux, économiques, tout ce qui peut générer des conflits de genre les conflits que nous avons toujours connus en ce qui concerne l'unité... Tous ces phénomènes-là que nous observons, nous les considérons

comme finalement des phénomènes à posteriori. Et il y a quelque chose qui est à priori : la gestion de la société.

La Semaine : Soyez plus concret.

M. Nd. : Au niveau politique : mettre d'abord l'UPRONA au rancart. Après tout ce qui pèse sur lui, la longue responsabilité d'avoir géré pendant une trentaine d'années ce pays avec tous les drames que nous avons connus : les conflits, les exclusions, le népotisme, le tribalisme, la corruption, la végétation au niveau du développement économique. Mettre au rancart l'UPRONA, c'est une idée qui m'obsède depuis bientôt 20 ans. C'est une idée vraiment ancrée en moi : l'UPRONA doit partir.

La Semaine : C'est classique venant d'un opposant.

M. Nd. : Je ne suis pas en train de réfléchir si c'est classique ou pas. Moi je vous dis ce que je sens. Ce que j'ai. Mettre sur pied de nouvelles institutions. De la plus haute : institution présidentielle au plus bas échelon. C'est la vision FRODEBU qui est différente de la vision UPRONA.

La Semaine : C'est une révolution alors !

M. Nd. : Révolution ! Oh ! C'est un gros mot. Appelez cela comme vous voulez. Mais vous m'avez demandé ce que nous entendons par changement. C'est bien ça le changement. Nous, sommes convaincus que l'on ne crée pas l'unité entre les Burundi en faisant une politique de quota. Une politique de comptage. En faisant des nominations 50% de Hutu 50% de Tutsi. Même si l'UPRONA croit que c'est une panacée, une trouvaille. A la place nous allons privilégier une communauté d'idées. La véritable unité doit se créer autour des objectifs, autour d'un partage d'un système de société, d'un partage d'un système de valeurs.

La Semaine : Ça ne vous gêne pas le slogan : "Mporona wara-imbabaje" ?

M. Nd. : Ça ne me gêne pas du tout.

Suite en page 9

Dans le Salon d'un Candidat

Suite de la page 7

La Semaine : Et quand les slogans véhiculent un sentiment de revanche, de vengeance (Mporona, tu as tué mon père, mon frère, mon oncle)...

M. Nd. : Ils ne disent pas tu as tué mon père, mon frère ; ils disent "Mporona warambabaje" parce que la population exprime effectivement des frustrations qu'elle a eues sous le régime UPRONA. Et je serais un mauvais politicien de dire : "Messieurs gardez ou refoulez vos frustrations..."

La Semaine : Est-ce que, avec le Burundi nouveau, l'ombre de la Banque Mondiale, du F.M.I. ne planera plus au dessus de vous comme l'épée de Damoclès ?

M. Nd. : Ce n'est pas parce que on va se heurter à la Banque Mondiale qu'il n'y aura pas de changement. L'affectation des ressources va être modifiée. Pourquoi a-t-on été amené à ajuster ? Parce qu'on a fait des investissements qui se sont révélés non rentables. On a fait une politique de consommation qui nous a amenés à un surendettement et finalement les équilibres macro-économiques ont été rompus...

La Semaine : Vous n'empêchez pas le F.M.I. et la Banque Mondiale de venir fourrer leur nez dans vos affaires ?

M. Nd. : Sachez une chose : la Banque Mondiale et le F.M.I. ont eu à intervenir d'une manière très nette et très visible dans la gestion des Etats suite à l'endettement contracté par les pays du tiers monde auprès des bailleurs de fonds privés durant les années 70. La banqueroute qui s'en est suivie a fait que les banques privées ont dû provisionner la plupart des crédits qu'ils avaient accordés signifie pratiquement abandon de créances, en utilisant les bénéfices pour éponger ces créances. C'est par cette suite que ces Etats ont sollicité la Banque Mondiale de leur venir en aide. La Banque Mondiale et le F.M.I. ont joué un rôle pratiquement non seulement de garant mais aussi de collecteur de fonds : crédits accordés de manière multilatérale et par d'autres institutions financières. Ces deux institutions empruntent sur le marché financier et prêtent à leurs risques et périls. C'est ainsi qu'elles se trouvent dans une situation où elles ont droit de suivre la gestion de leurs crédits.

La Semaine : Vous n'êtes pas

fier des journalistes Burundais ?

M. Nd. : Je ne suis pas du tout fier des journalistes burundais. Vous avez un grand rôle à jouer, c'est-à-dire former l'opinion de manière contradictoire mais pas vraiment monolithiser la pensée comme vous le faites souvent.

La Semaine : Quelle sera la politique du FRODEBU envers les étrangers ?

M. Nd. : En ce qui concerne les coopérants, ils ne causent pas tellement de problèmes. Ils ont leurs contrats, ils ont leurs mandats. Quant aux commerçants asiatiques en général, ils ne posent pas de problèmes. Les populations zaïroises installées chez nous pour des raisons liées à l'histoire de la région (colonisation belge) et d'autres pour des raisons économiques, pour eux nous ferons un effort d'identification. Nous prévoyons de leur livrer une carte de séjour et envisagerons dans les différentes négociations de nos pays, certaines mesures qui leur permettront de continuer à exercer leurs activités professionnelles au Burundi. Ce que je tiens à souligner, nous n'accepterons pas le principe de double nationalité. Il est exclu, que les Rwandais soient à la fois Rwandais et Burundais. Il ne faut pas qu'ils mangent sur deux assiettes. Ceci ne veut pas dire qu'on va les chasser. On a besoin de ces gens-là. Au niveau économique ils sont utiles.

La Semaine : Et pour les naturalisés ?

M. Nd. : Ce qui sont naturalisés, là on n'y revient pas. Ils sont naturalisés. Je parle des autres qui ont le statut de réfugiés.

La Semaine : Une fois au pouvoir, allez-vous garder la neutralité du gouvernement burundais face à la guerre du Rwanda ?

M. Nd. : Non seulement nous allons garder la neutralité, nous allons aussi nous impliquer dans la recherche d'une solution qui arrange tout le monde. L'insécurité au Rwanda ne fait que nuire. Et nous a déjà nu.

La Semaine : Mais vous savez que Habyarimana a toujours voulu entraîner le Burundi dans une situation de guerre ?

M. Nd. : C'est vous qui le dites. Je n'ai aucune preuve que Habyarimana ait eu l'intention

d'entraîner le Burundi en guerre. Contrairement à ce que les gens affirment souvent, je n'ai pas l'impression que le PALIPEHUTU ait eu des armes pour attaquer le Burundi. Si ça avait été le cas, vous pouvez bien me croire, qu'on aurait une guerre civile ici au Burundi, soyons réalistes !

La Semaine : Une fois au pouvoir, accepterez-vous que Habyarimana vous embarque dans l'international Hutu ?

M. Nd. : Il faut savoir que Habyarimana est un chef d'Etat qui a ses responsabilités, qui a sa philosophie. Ce n'est pas le président du FRODEBU ou le président de la République demain qui ira corriger, dicter à Habyarimana ce qu'il faut faire ou ne pas faire. Ce n'est pas son rôle.

La Semaine : Un Hutu au pouvoir ici, un Hutu au pouvoir à Kigali, fini la suspicion ?

M. Nd. : Qu'il n'y ait pas de méfiance, espérons-le. Est-ce que le climat sera créé parce qu'il y a un MUhutu au pouvoir ici et un Muhutu au pouvoir à Kigali ? Je n'en suis pas très sûr. Il y a combien de Hutu à l'UPRONA qui détestent le FRODEBU ? C'en est plein ! Des Batutsi au FRODEBU qui détestent l'UPRONA, beaucoup ! Donc là, il ne faut pas continuer à nous emprisonner en ces étiquettes-là. Demain, on pourrait avoir un président Muhutu ici qui déteste le Rwanda et qui fait la guerre au Rwanda. Ne vous en faites pas. Ça existe. Il y en a même qui annoncent les couleurs dans certaines interventions.

La Semaine : Vous réfutez en bloc les allégations du gouvernement burundais en ce qui concerne les tentatives du Rwanda pour déstabiliser le Burundi ?

M. Nd. : Libre au gouvernement burundais d'affirmer cela. S'il a des preuves, il n'a qu'à l'affirmer. Je n'ai pas de preuves pour avancer cela. Parce que tel que je connais la situation, la réalité, je ne connais pas un groupe de réfugiés burundais qui soient armés par le pouvoir de Kigali.

La Semaine : Appréciez-vous le comportement de Buyoya envers le Président Habyarimana ?

M. Nd. : Je n'ai pas à apprécier le comportement de Buyoya. C'est à Habyarimana de juger si Buyoya est correct ou pas envers lui. Le reste ce n'est pas mon problème.

La Semaine : Quelles sont vos relations avec le Président Buyoya ?

M. Nd. : Nous n'avons pas de relations particulières. Je le connais très bien en privé. J'ai déjà discuté avec lui, je connais certaines de ses sensibilités.

La Semaine : Que pensez-vous de ses 5 ans de pouvoir ?

M. Nd. : Je vous dirais seulement que c'est un homme qui était obligé à plusieurs reprises d'agir sous pression des événements. Le plus grand reproche que je peux lui faire, c'est qu'il n'ait pas été chaque fois un président qui va au devant des événements pour les prévenir, pour prendre des mesures attendues par la population.

La Semaine : Hutu et Tutsi attendent le FRODEBU dans sa gestion de la question de l'armée burundaise. Et vous ne tarissez pas d'éloges envers son rôle depuis 1990. Est-elle toujours monoethnique ?

M. Nd. : L'armée burundaise est un corps qui n'a pas évolué en vase clos. Les soubresauts que nous avons connus ne l'ont pas épargné. La politique du FRODEBU est de prendre les problèmes avec réalisme parce que : de même que les autres corps et pour l'armée, nous voulons les faire évoluer mentalement, pour qu'ils comprennent que leur intérêt ne se trouve pas dans l'auto-marginalisation. L'armée burundaise, à ce que je comprends, je crois, j'observe, l'attitude des officiers, des militaires qui sont de plus en plus politisés ; je sens qu'ils comprennent que leur intérêt, tout comme l'intérêt de nos militants, c'est de faire évoluer ce pays pacifiquement. Qu'il n'y ait pas de confrontation. S'il y a confrontation, l'armée va y perdre, nos militants vont y perdre, le pays va y perdre, et personne ne peut dire qui va gagner cette confrontation. Nous ferons en sorte que cette armée-là comprenne, et nous sommes aidés en cela par la plupart des responsables de cette armée ; son intérêt à accompagner le peuple burundais, dans son élan vers la liberté.

Propos recueillis par
J.M. GASANA
Alexis SINDUHJE